



**En ce moment, l'expression qui est à la mode sur toutes les lèvres, dans les médias et les réseaux sociaux est le "Grand Dialogue National". En effet, depuis quelques jours, des consultations sont faites chez le maître d'orchestre désigné de cette symphonie c'est-à-dire le Premier Ministre. Consultations qui sont appréciées sous divers angles et dont l'inconnue majeure est de savoir si l'orchestre sera ovationné à l'issue de sa prestation.**

Certains s'offusquent à tort ou à raison que ce sont les mêmes qui gouvernent qui sont les plus sollicités à la table du Grand Dialogue national, sapant ainsi les principes d'équité et d'égalité pour tous les citoyens ; ce, au détriment de la majorité silencieuse. Ces derniers parviennent ainsi à la conclusion que ce Grand Dialogue national n'accouchera que d'une souris car les préalables à un Grand Dialogue national franc exige que le maître d'orchestre soit neutre ; que des puissances internationales comme les Etats Unis, l'Allemagne, l'Angleterre et peut être la France soient associées ; que les prisonniers politiques (ce qui est bel et bien envisageable encore par le biais d'un arrêt des poursuites) et les terroristes et/ou autres présumés sécessionnistes (ce qui en l'état n'est envisageable que dans le cadre d'une grâce présidentielle) soient libérés, etc. afin de participer aisément et librement à la table du Grand Dialogue National.

D'autres (ministres, députés, sénateurs, élites, etc.) dont les places sont déjà acquises à la

Table du Grand Dialogue National (car habitués de ces hauts lieux) se permettent encore d'inciter la colère de la majorité silencieuse, des partis d'opposition, etc. en portant leur nom sur des listes comme représentant de leur région comme si ces régions ne peuvent avoir de visibilité que par leur seul biais et qu'aucune autre ressource humaine ne peut y émerger ou être désignée pour avoir une place au Palais de Congrès. C'est à craindre que le Grand Dialogue National ne soit le Grand Dialogue des gouvernants ou des habitués du pouvoir au détriment de la majorité silencieuse.

De tout ce qui précède, pour nous, le principal préalable à ce dialogue est la participation de chaque citoyen à travers ces propositions, où que nous soyons (que nous soyons convoqués aux assises ou pas) car il n'est pas d'amphithéâtre ou de palais de Congrès qui puisse contenir les plus de vingt-cinq millions de camerounais ; ou un baobab sous lequel nous puissions tous nous y asseoir pour faire des propositions. Cependant, tous nous pouvons avoir accès au site qui a été dédié à cet effet à travers le lien <http://nationaldialogue.cm/>. Tant il est vrai que la présence physique des principales figures issues de la précédente élection aurait donné un certain cachet à cet événement dont le but ultime est de se donner la main pour marcher dans l'unité qui ouvre la voie à un autre Cameroun prospère, berceau de nos ancêtres, chère patrie et fier de ses enfants. Ce qui serait aussi une esquisse de solution à la crise post-électorale qui ne doit pas être ignorée.

Au demeurant, il va s'en dire que le Grand Dialogue National a une place prépondérante à l'heure actuelle dans un Cameroun aussi fractionné que jamais par le passé ; dans une Afrique en miniature où des citoyens d'un même pays se permettent de priver leurs enfants de l'éducation, de mettre en péril (par des assassinats) la puissance de l'armée et des forces de sécurité qui veillent sur eux et sur l'intégrité du territoire. Il nous semble pertinent de résoudre trois problèmes majeurs pour que le Grand Dialogue National connaisse un succès durable sans précédent : l'accès au pouvoir suprême, l'éradication du tribalisme, la répartition des richesses.

Pour résoudre le problème relatif à l'accès au pouvoir suprême et au tribalisme, il faut que cela soit admis et codifié dans la Constitution que le pouvoir doit être alternatif entre la partie francophone et la partie anglophone. Cette alternance doit aussi prendre en compte les composantes sociologiques des deux parties du Cameroun. Il s'agit aussi d'éviter à l'avenir une guerre tribale, une guerre des religions, etc. Si cette question est évitée pour cette génération, soyons rassurés que les générations futures devront s'y résoudre à le solutionner pour une paix durable.

Les francophones pourront à leur tour, alterner en leur sein (ce qui exige de la patience) entre originaire du centre, de l'Est, du Littoral, de l'Ouest, du Grand Nord ; entre religieux et chrétiens, etc. Il pourra en être de même pour les peuples de la partie anglophone afin de faire taire à jamais les guerres intestines et les vellétés sécessionnistes. A chaque poste de responsabilité, il faut aussi associer un francophone à un anglophone. Ici le principe de parité de région (francophone et anglophone) doit être non négociable.

Une autre solution à la question du tribalisme serait la création ou l'adoption d'une langue officielle nationale ( le pidgin, "camfranglais",fulfude, langue ex nihilo, etc.) par référendum. Car la langue est un facteur de développement. L'époque où la multiplicité des langues

constituait une richesse semble peu à peu révolue. Cette diversité de langues qui fut jadis notre richesse se transforme de plus en plus en une arme de division, de sécession, de promotion du tribalisme, de confusion avec pour risque très élevé de déboucher sur un génocide.

Pour nous autre chrétien, nous avons appris de la lecture de la Bible et nous croyons que c'est le moyen que Dieu utilisa pour semer la confusion à la tour de Babel afin de disperser le peuple qui étaient en train de construire une tour pour L'atteindre au ciel.

En réalité, la mise en place d'une langue nationale, va diluer de façon considérable la notion d'appartenance ethnique et renforcer l'unité qui est l'un des éléments fondamentaux de notre devise. A défaut de cette option, il faudra rendre obligatoire l'usage de l'anglais et du français afin que notre pays et ceux qui l'occupent soient parfaitement bilingues à un horizon donné. Car nous ne le dirons jamais assez, la langue est un facteur de développement.

Afin d'apporter une solution durable à la question de la répartition des richesses, il est indispensable d'identifier au préalable les facteurs qui freinent le développement de chaque région (avec une emphase sur les zones anglophones) : est-ce des problèmes d'infrastructures ? Est-ce des problèmes de santé ? D'éducation ? etc. comme solution immédiate, s'assurer que les infrastructures routières, ferroviaires, fluviales et éventuellement aériennes et maritimes sont développées à un niveau acceptable. Mettre en place des projets Trans camerounais.

Pour que le Cameroun soit un et indivisible, nous devons travailler à rendre toutes les dix régions du pays attractives avec une emphase dans les deux régions anglophones pour que n'émergent plus en nos frères ou en d'autres issues d'autres régions foncièrement désenclavées un sentiment d'être des laisser pour compte, des mis au banc de la société. Il faut favoriser l'accès aux zones agricoles, aux zones touristiques par des routes bien faites. Les infrastructures sanitaires et scolaires doivent être développées, etc. Pour les zones à forte pluviométrie et dont l'accès par voie terrestre est difficile, développer le transport fluvial et aérien. En définitive, s'assurer toujours que les populations de ces régions sont les premières bénéficiaires des richesses issues de ces régions directement ou indirectement et qu'en eux ne se développent pas le sentiment du peuple négligé.

Un autre Cameroun est possible, un Cameroun uni, un Cameroun hospitalier, Un Cameroun prospère de par ses richesses naturelles, humaines et culturelles.

Pour atteindre cet objectif de pays prospère et uni, le seul moyen est de détruire ce qui nous divise : le sentiment de confiscation du pouvoir suprême par les francophones et la perception selon laquelle une tribu en particulier et les anglophones en général ne peuvent aspirer à diriger ce beau, fier et grand pays qu'est le Cameroun.

Un autre Cameroun est possible à travers ce Grand Dialogue National pour que les camerounais croient encore en leur pays et en la possibilité d'émerger sans avoir besoin d'être dans une loge, une caste ou se compromettre ou corrompre ou même aspirer à la sécession ; un Cameroun où notre richesse humaine n'aura plus forcément besoin d'immigrer parfois au péril de leur vie pour devenir des "hommes respectés" par leurs proches restés au pays ou pour aller se jeter dans les affres du racisme ou de la xénophobie.

Un autre Cameroun est possible où nous pouvons devenir le premier pays touristique du monde en mettant en avant la richesse de notre faune, de notre flore, la richesse de notre diversité culturelle, la richesse de notre savoir être et de notre savoir vivre. Un autre Cameroun est possible où il fait bon vivre.

En fin de compte, même si pour certains, le Grand Dialogue National ne sera un succès que si :

- le Fédéralisme est adopté ;
- les prisonniers politiques libérés (option envisageable par l'arrêt des poursuites) ;
- les terroristes et/ou leaders séparatistes récemment condamnés à vie (option envisageable par grâce présidentielle) sont libérés ;
- le code électoral revu, etc.

Pour nous, le Grand Dialogue National sera un succès pour nous et la génération future si notre loi fondamentale intègre le fait que :

- le pouvoir suprême doit être alterné entre francophone et anglophone dans le respect stricte des composantes sociologiques ;
- le tribalisme doit être banni comme la peste par la création d'une langue nationale, la mise en place d'un mécanisme pour sanctionner les actes et intentions tribalistes ;
- le principe de répartition des richesses respecté.

Le ciment pour ces trois ingrédients utile au succès du Grand Dialogue National est la crainte de Dieu. Même si pour les adeptes de la laïcité, invoquer le nom de Dieu serait un contresens, nous les référons humblement à la plus grande puissance économique et industrielle mondiale dont la devise est "In God we trust" et qui a connu aussi ses guerres de sécession et en est sortie triomphante.

S'il est une chose dont nous sommes convaincus, c'est que pour qu'un autre Cameroun soit possible, nous avons besoin pendant ce Grand Dialogue National des propositions qui aboutissent à des solutions durables et qui sont mises en œuvre sans complaisance.

**Borris NGONKA**